

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 13/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CLOVAL**

3 CHEMIN D'EMBLISE  
59920 Quiévrechain

Références : V3-2025.289  
Code AIOT : 0007001061

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement CLOVAL implanté 3 chemin d'Emblise 59920 Quiévrechain. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôles de la DREAL Hauts-de-France pour l'année 2025. Elle a été réalisée dans le cadre d'une action nationale portant sur la thématique des composés per- et polyfluoroalkylés, plus communément appelés PFAS.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLOVAL
- 3 chemin d'Emblise 59920 Quiévrechain

- Code AIOT : 0007001061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement CLOVAL est implanté sur les communes de Quiévrechain et Quarouble (59), au nord-ouest de Valenciennes, dans une zone à caractère industriel et commercial. Il traite des produits en acier brut, sendzimir, électrozingué, galvanisé à chaud ou en aluminium. Les différentes opérations réalisées sur les pièces à traiter sont :

- prétraitement chimique par aspersion pour préparer la surface ;
- protection vis-à-vis de la corrosion par conversion chimique ;
- thermolaquage par poudre polyester dans des cabines.

Depuis 1984, la société ALCOLOR exerçait sur le site de Quiévrechain une activité de traitement de surface par poudrage électrostatique, également appelée plastification. En 2004, ALCOLOR devient CLOVAL après le rachat par le groupe Clôtures Michel Willoquaux. En 2012, la société CLOVAL est autorisée à installer et exploiter une nouvelle ligne de thermolaquage par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2012, qui remplace l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 avril 2008. Par ailleurs, les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique 3260 "*Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup>.*"

La société emploie 30 personnes et fonctionne 5 jours sur 7 en continu sur un poste de 11 heures.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Actions mises en place par l'exploitant	Lettre du 04/09/2025, article 1	Sans objet
8	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
9	Liste des	Arrêté Ministériel du 20/06/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	substances PFAS	article 2	
10	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
11	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
12	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
13	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
14	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
15	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
16	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
17	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été constatée lors du contrôle du site CLOVAL le 25 novembre 2025. Néanmoins, les campagnes de mesures initiales montrent que ce site émet des PFAS, principalement dans le rejet des eaux résiduaires. L'exploitant a mis en place un plan d'actions visant à éliminer les sources de PFAS. Des investigations sont en cours notamment auprès de fournisseurs en vue de substituer les produits contenant des PFAS utilisés dans les procédés de

production. L'exploitant prévoit également de réaliser, au moins trimestriellement, des prélèvements/analyses de PFAS dans les rejets aqueux de son site de Quiévrechain. Ces mesures seront réalisées selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation. Un PFAS supplémentaire, le polytétrafluoroéthylène (PTFE), sera également analysé lors de ces contrôles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site CLOVAL est concerné par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20/06/23 relatif aux PFAS présents dans les rejets aqueux puisqu'il relève de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées (ICPE), soit une des 31 rubriques listées à l'article 1er de l'arrêté précité définissant son champ d'application. En ce qui concerne l'inventaire des substances PFAS susceptibles d'être ou d'avoir été rejetées par ses installations, l'industriel l'a réalisé sur la base des produits utilisés pour le poudrage (poudre de peinture) et dans les bains de dégraissage/dérochage (produits dégraissants).</p> <p>Ces investigations initiales n'ont pas permis d'identifier d'autres substances PFAS que celles listées par l'arrêté du 20/06/23. Par conséquent, pour les campagnes mensuelles d'analyse (cf. point de contrôle n° 2), l'exploitant a fait analyser le fluor organique adsorbable (AOF) et les 20 PFAS obligatoires tels qu'indiqués aux 1° et 2° de l'article 3 de l'arrêté du 20/06/23.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont</p>

également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

Le site CLOVAL dispose de 2 points de rejet des effluents aqueux susceptibles de contenir des PFAS (cf. point de contrôle n° 4). Ces 2 points de rejet (eaux de process et eaux pluviales) ont fait l'objet des campagnes de mesures de PFAS imposées par l'arrêté du 20/06/23. Compte-tenu de la rubrique n° 3260 de la nomenclature ICPE pour laquelle la société CLOVAL devait mettre en œuvre les prescriptions de l'arrêté du 20/06/23, cette dernière faisait partie de la "2ème vague" et devait réaliser ses campagnes de mesures du 27/12/2023 au 27/02/2024.

En janvier 2025, l'industriel n'avait ni terminé ses campagnes de mesures, ni transmis à l'inspection les résultats des premières mesures réalisées. C'est pourquoi il avait été mis en demeure de normaliser la situation. Ce qui a été fait en février 2025.

Dans les faits, l'exploitant a bien réalisé 3 campagnes de mesures en :

- novembre 2024
- décembre 2024
- février 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés

**Prescription contrôlée :**

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Les organismes mandatés par la société CLOVAL pour réaliser les mesures de PFAS/AOF sont respectivement :

- le laboratoire ENTIME pour la partie prélèvement ;
- le laboratoire EUROFINS pour la partie analyses.

La société ENTIME est accréditée COFRAC sous le n°1-5517.

L'organisme EUROFINS est accrédité sous le n° 1-0685.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Exigences pour les prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exigences pour le prélèvement

**Prescription contrôlée :**

<p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements ont été réalisés au niveau des 2 points de rejet listés à l'article 4.3.5 de l'arrêté d'autorisation du 08/12/2012. Ils correspondent pour le premier à celui des eaux pluviales et pour le second à celui des eaux résiduaires.</p> <p>Les rapports des campagnes de mesure précisent que le protocole de prélèvement a été réalisé conformément à la norme FD T90-523-2 "<i>Qualité de l'eau - guide de prélèvement pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement - prélèvement des eaux résiduaires</i>". Les prélèvements ont été effectués pendant une période de 24 heures. Les échantillons ont été conditionnés et transportés jusqu'au laboratoire d'analyse selon les exigences de la norme précitée.</p> <p>Un problème d'extraction de données du débitmètre est constaté lors de la 2<sup>ème</sup> campagne de mesure de décembre 2024. Cette anomalie ne remet pas en cause cette campagne selon le laboratoire, interrogé à cet effet.</p> <p>Les rapports ne précisent pas les conditions de fonctionnement des installations lors des prélèvements. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les échantillons prélevés sont représentatifs de l'activité journalière du site. L'inspection demande que ce soit mentionné dans les rapports des prochaines campagnes de mesure (campagnes trimestrielles par référence au point de contrôle n° 7 "actions mises en place par l'exploitant").</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n° 1 :</b> Les rapports des campagnes de mesures ultérieures doivent préciser les conditions de fonctionnement des installations pendant la phase de prélèvement des échantillons. Pour rappel, les échantillons prélevés doivent être représentatifs de l'activité journalière du site (période de fonctionnement normal).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Précisions des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des limites de quantification
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de</p>

<p>quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par référence aux rapports de l'organisme ENTIME, les concentrations des substances PFAS des 3 campagnes mensuelles ont été mesurées dans le respect de la limite de quantification de 100 ng/l. En ce qui concerne le paramètre AOF, la limite de quantification de 2 g/l est également respectée hormis pour la 1ère campagne de novembre 2024 pour le rejet "eaux résiduaires". Le rapport indique en effet une LQ &lt; 400 µg/L sans aucun commentaire de la part du prestataire ENTIME ou de l'exploitant. L'exploitant communiquera les raisons pour lesquelles la limite de quantification n'a pas pu être atteinte.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n° 2 :</b> Transmettre les raisons pour lesquelles la limite de quantification en AOF n'a pas pu être atteinte lors de la campagne de mesure de novembre 2024 pour le rejet des eaux résiduaires. Délai : 1 mois</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Restitution des résultats sur GIDAF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En utilisant le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, en l'occurrence le site GIDAF, l'industriel a mis en ligne les résultats de ses 3 campagnes mensuelles réglementaires de novembre et décembre 2024 et février 2025. Il a également mis en ligne les rapports ENTIME intitulés "<i>contrôle de la qualité des eaux - recherche des PFAS</i>", datés des 15/01/2025, 24/01/2025 et 28/03/2025. Ces documents reprennent les conditions de réalisation des campagnes mensuelles et les résultats des campagnes de mesures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Actions mises en place par l'exploitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 04/09/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'action de l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>



Quelles actions l'exploitant a-t-il mené pour répondre aux axes d'action nationale :

- investigation
- suppression/réduction
- surveillance

**Constats :**

En analysant les résultats des 3 campagnes de mesures réglementaires de PFAS dans les rejets aqueux réalisées en application de l'arrêté du 20/06/2023, il apparaît que le site CLOVAL rejette près de 40 g/j (moyenne journalière) d'AOF (quantité totale de substances PFAS, en équivalent fluorure) soit une quantité plaçant ce site parmi les émetteurs importants en AOF. C'est le rejet des eaux résiduelles qui est concerné par ces rejets en AOF.

Pour cette raison, la DREAL a transmis un courrier, daté du 04/09/2025, demandant à l'industriel de s'inscrire dans une démarche articulée autour de 3 axes : l'investigation (origine possible des émissions de PFAS/AOF), la réduction/suppression (actions sur un plan technico-économique visant à supprimer ou à réduire les émissions de PFAS/AOF) et la surveillance (mise en place d'une surveillance trimestrielle des émissions de PFAS/AOF). L'exploitant a répondu par courrier du 03/11/2025 en précisant les actions engagées.

Le plan d'action de l'exploitant s'inscrit bien dans une démarche investigations, réduction/suppression et surveillance. Les investigations ont permis d'identifier certains produits (poudres de peinture, dégraissants principalement) comme sources potentielles de contamination : la présence de polytétrafluoroéthylène (PTFE) est signalée par un des fournisseurs de poudres de peinture et des PFAS en très faible teneur (< 0,1 % en poids) peuvent être contenus dans des dégraissants. La société CLOVAL est dans l'attente de propositions de produits alternatifs (sans PFAS) de la part de ses fournisseurs et offrant des performances équivalentes à ceux utilisés actuellement.

L'industriel prévoit également de réaliser des campagnes d'analyses complémentaires sur les eaux utilisées sur son site (eau de forage et eau du réseau public) pour déterminer la part éventuelle en PFAS/AOF sur les rejets aqueux du site de Quiévrechain. Le programme analytique correspondra à celui défini par l'arrêté ministériel du 20/06/2023. Les mesures devaient être réalisées en décembre 2025 selon le plan d'action de l'exploitant.

Dans l'attente des résultats des investigations précitées, l'exploitant prévoit également de mettre en place une surveillance trimestrielle des rejets aqueux (eaux de process et eaux pluviales), selon les termes de l'arrêté du 20/06/2023 (substances à mesurer, laboratoires accrédités, respect des limites de quantification, restitution ...)

Lors du contrôle, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'ajouter le PFAS polytétrafluoroéthylène (PTFE) dès le 1er prélèvement des campagnes trimestrielles qui démarrera en décembre 2025.

Les résultats de cette surveillance trimestrielle seront renseignés dans l'application GIDAF.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°3 :** Poursuivre la surveillance PFAS dans les rejets aqueux (eaux usées + eaux pluviales) selon les termes de l'arrêté du 20/06/2023. En plus des 20 PFAS et de l'AOF listés dans l'arrêté précité, mesurer également le polytétrafluoroéthylène (PTFE). La 1ère campagne trimestrielle devait être réalisée en décembre 2025.

L'exploitant renseignera sous GIDAF les résultats des campagnes d'analyses complémentaires dans les eaux utilisées sur son site (mesures des PFAS dans les eaux prélevées dans le forage et

celles du réseau public).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Rejets aqueux de PFOS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La substance PFOS a été mesurée lors des 3 campagnes mensuelles de mesures de PFAS dans les rejets aqueux. Les résultats restent cependant inférieurs à la limite de quantification (&lt; 0,1 µg/L). Il en résulte que les rejets aqueux du site CLOVAL sont conformes en ce qui concerne les rejets en PFOS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>cf point de contrôle n°1</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.  L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant s'est inscrit dans la démarche "investiguer - réduire/supprimer - surveiller" pour ses rejets aqueux en PFAS et a mis en place un plan d'action visant à réduire/supprimer lesdits rejets (cf. point de contrôle n° 7). Afin de vérifier l'efficacité des actions entreprises par l'exploitant, ce dernier réalisera trimestriellement des campagnes de surveillance des PFAS dans ses rejets aqueux (début des campagnes trimestrielles en décembre 2025). Les substances analysées sont les 20 PFAS + AOF listés par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ainsi que le PTFE. Les résultats des mesures seront déclarés dans l'application GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Mesures de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li><li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;</li></ul>
<b>Constats :</b>  Cf. point de contrôle n° 7
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]  Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.  Annexe I 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il n'utilise pas d'équipements contenant des mousses anti-incendie. Il n'a pas connaissance non plus si de telles mousses ont pu être utilisées par le passé sur le site de Quiévrechain. Pour l'ensemble des analyses d'eau de rejet réalisées, les résultats indiquent une concentration en PFOS inférieure à la limite de quantification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]  Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme

de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

#### Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

#### Constats :

L'exploitant indique qu'il n'utilise pas d'équipements contenant des mousses anti-incendie. Il n'a pas connaissance non plus si de telles mousses ont pu être utilisées par le passé sur le site de Quiévrechain.

Pour l'ensemble des analyses d'eau de rejet réalisées, les résultats indiquent une concentration en PFHxS inférieure à la limite de quantification.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

#### Prescription contrôlée :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il n'utilise pas d'équipements contenant des mousses anti-incendie. Il n'a pas connaissance non plus si de telles mousses ont pu être utilisées par le passé sur le site de Quiévrechain. Pour l'ensemble des analyses d'eau de rejet réalisées, les résultats indiquent une concentration en PFOA inférieure à la limite de quantification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Notification des stocks de PFOA**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
<b>Constats :</b>  Non concerné. L'exploitant ne dispose pas d'équipement utilisant ou comprenant des PFOA (Cf. point de contrôle précédent) et, par conséquent, ne stocke pas de produit contenant cette substance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans: a) une autre substance, en tant que constituant; b) un mélange; c) un article; sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.

<p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;</li> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</li> <li>- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'équipement utilisant ou comprenant des PFCA C9-C14.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il n'utilise pas d'équipements contenant des mousses anti-incendie. Il n'a pas connaissance non plus si de telles mousses ont pu être utilisées par le passé sur le site de Quiévrechain.</p> <p>Pour l'ensemble des analyses d'eau de rejet réalisées, les résultats indiquent une concentration en PFHxA inférieure à la limite de quantification.</p>

